RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ELECTIONS LÉGISLATIVES DE JUIN 1968

Ire CIRCONSCRIPTION (VALENCE-CREST-DIE)

CENTRE PROGRÈS ET DÉMOCRATIE MODERNE

NOUS AVONS VECU DES HEURES GRAVES

La France vient de traverser une crise grave : des émeutes ont eu lieu à Paris et à Lyon, des Universités ont été occupées par les étudiants, le nombre des grévistes n'avait jamais été aussi élevé, l'activité du pays a été paralysée, l'autorité de l'Etat — qu'on disait restaurée — s'est évanouie pendant des semaines.

Comment éviter d'autres crises semblables ou plus graves, qui risqueraient de nous conduire à l'anarchie, à la dictature ou à la guerre civile ?

Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Seuls des changements profonds peuvent empêcher le renouvellement des tragiques événements du mois dernier.

LA CAUSE DE LA CRISE : LA MAJORITE INCONDITIONNELLE

Si la crise a pris l'allure d'une véritable explosion sociale, brisant les cadres traditionnels, bousculant les organisations syndicales, remettant tout en question, c'est que depuis des années le **dialogue** a été **refusé**, la participation écartée ; les pouvoirs publics n'écoutaient pas les Français quand ils employaient les moyens normaux de faire connaître leurs opinions, leurs aspirations et leurs sentiments. Les élus locaux, les responsables des syndicats et des partis, les parlementaires étaient critiqués, méprisés et ignorés.

La majorité des députés est depuis six ans une majorité **inconditionnelle,** qui approuve tout ce que fait le gouvernement sans essayer de lui dire ce qui ne va pas, ni de modifier ce qui est contraire aux aspirations des Français.

IL FAUT TIRER LES LEÇONS DE LA CRISE

Il faut **changer** cette majorité inconditionnelle de députés, qui n'a d'ailleurs jamais obtenu plus du tiers des suffrages dans le pays. **Vous pouvez le faire par votre vote du 23 juin,** vous devez le faire si vous ne voulez pas revivre des crises semblables à celles du mois dernier.

En faisant confiance à des députés qui ne soient pas inconditionnels, les Français éviteront à notre pays la coupure en deux blocs.

LA COUPURE DE LA FRANCE EN DEUX BLOCS SERAIT MORTELLE.

Les Gaullistes et les Communistes agissent en effet chacun de leur côté pour atteindre le **même but :** une France où il n'y aurait plus que deux partis, deux camps, deux blocs. Les Français qui seraient tentés d'approuver par leur vote cette façon simpliste de concevoir la politique française devraient réfléchir à ce qui se passerait dans un proche avenir.

PENSEZ A DEMAIN !

Jamais, en démocratie, une force politique n'est assurée de garder le pouvoir. C'est spécialement vrai en France où les résultats électoraux varient souvent, et parfois changent du tout au tout d'une consultation à l'autre. **S'il n'y avait plus en France que deux forces politiques qu'arriverait-il le jour où le gaullisme perdrait les élections ?**

C'est parce que nous voulons que les communistes ne prennent pas le pouvoir en France que nous refusons de toutes nos forces et que nous combattons de toute notre énergie la réduction de la vie politique française à l'antagonisme de deux blocs.

Les Français ne doivent pas se dresser les uns contre les autres, se haïr et s'entre-déchirer.

Ils feront confiance à ceux qui constituent, au centre de la vie politique française, une force de progrès, de démocratie et de justice qui empêchera la coupure de la France en deux camps, qui écartera la guerre civile.

OUI AUX REFORMES ! NON A LA REVOLUTION !

Nous vivons une période de transformations : la vie économique et sociale se modifie, l'accès à l'enseignement, aux moyens d'information, à la culture se développe, la vie politique est bouleversée par la télévision, la montée des jeunes transforme la société française.

Pour s'adapter à ces mutations, notre organisation politique, économique et sociale doit évoluer. Nous voulons construire une société nouvelle, plus juste et plus humaine..

Mais ces réformes fondamentales doivent se faire sans violence, sans insurrection, sans révolution. Le désordre, l'aventure et l'anarchie n'ont jamais rien apporté de bon à la société.

Le progrès ne passe pas par la suppression ou la mise en sommeil des libertés, il implique au contraire la reconnaissance et le développement de toutes les libertés.

UNE MAJORITE NOUVELLE POUR UNE POLITIQUE NOUVELLE !

Fort de vos suffrages, nous construirons :

— une **démocratie moderne** fondée sur le **dialogue** et **la participation,** où chaque citoyen sera responsable et respecté ;
— une **économie dynamique** dont l'expansion profitera à toutes les régions et à toutes les catégories sociales ;
— une France plus **juste** et plus **humaine,** ouverte aux aspirations de sa **jeunesse ;**
— une **Europe unie,** seule capable de garantir l'indépendance de la France et de contribuer à l'établissement de la paix dans le monde.



M.-R. SIMONNET

ANCIEN MINISTRE

CONSEILLER GENERAL DE LA DROME

Chargé de cours à la Faculté de Droit de Lyon.

Docteur en Droit, Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques, Diplômé d'Etudes Supérieures d'Economie Politique, de Sciences Politiques et de Droit Public.

Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire.



Mlle Claude BADY

Licenciée en Droit,

Notaire à Valence.

Candidate suppléante.

Vu les candidats.

IMP. RÉUNIES, VALENCE